

**MANAGEMENT**

Les enjeux  
d'un encadrement  
bientraitant

**ENTRETIEN**

Derrière les  
violences inaudibles  
des néonaticides

**INSPIRATION D'ICI**

Précarité :  
s'exprimer au  
travers de la poésie

# Mars, un jour, un mois, une autre planète...

Ah, le joli mois de mars ! Et pas de mais, s'il vous plaît.

Le printemps n'est-il pas de mars, et non de mai ? La vieillesse chanson de fleurettes nous en causait déjà. Mais nous voilà au mois de mars.

Que retenir de ce mois qui débute par des bourgeons, trop tôt éclos ces temps-ci, puis par une journée fanée comme celle du 8 mars.

Mais mai... Pourquoi fanée ? Qu'en sera-t-il cette année ? Journée planétaire ? Oui, comme chaque année, une semaine et quelques tétos après, nous arrive la Journée mondiale du travail social. Et que le premier qui rit soit puni.

Saison des travailleuses sociales ? Point du tout. D'ailleurs, ces dames que le film de François Ruffin et Gilles Perret mit en scène n'en rirent point.

A peine nominées, même pas décorées.

L'intention était galante. « *Quelle mâle gaieté, si triste et si profonde, que, lorsqu'on vient d'en rire, il faudrait en pleurer* », écrivait le vieux Molière.

Il ne s'agissait pas de femmes savantes, nous parlons ici de femmes qui travaillent.

Car le 7 mars, veille de la Journée de la femme, à la tombée de la nuit, une jeune femme se demandait, arpentant une rue, de retour de sa journée de labeur : quel anniversaire ?

Un Abribus croisa alors son chemin : une journée ?

Mais c'est trop peu ! La voilà devant une affiche célébrant... le mois de l'Egalité Homme-Femme ! Allons bon, le lendemain s'annonçait donc bien long.

Car en matière d'égalité, il s'agit aussi d'égalité salariale. Pardon pour le gros mot. Pardon aussi d'aborder la question de la reconnaissance. Cette reconnaissance des travailleurs sociaux se lit dans les yeux des personnes avec qui elles ont lié une relation. Avant tout.

La connaissance, en revanche, des métiers du travail social se résume trop souvent à de sombres informations servies à 20 h, une heure de grande audience où, quand il n'est pas question de géopolitique martiale, le fait divers divertit et horrifie.

Et le 15 mars, prenons le pari qu'aucune édition grand public n'évoquera le métier de travailleur social.

Raison de plus pour lire les *ASH*, ses pages qui ouvrent le débat et se saisissent de l'occasion pour engager une véritable réflexion sur le sens des métiers. ●

**En matière d'égalité, il s'agit aussi d'égalité salariale. Pardon pour le gros mot.**

LOU DANTIN



## TRAVAIL SOCIAL

# La solidarité a un prix

Créée en 1983, la Journée mondiale du travail social permet de braquer, une fois dans l'année, les projecteurs sur les professionnels. L'occasion de rappeler la crise des vocations sans précédent que traverse le secteur social et médico-social et l'urgence d'apporter des réponses. A commencer par une vraie reconnaissance.

**C**ELA NE VA PAS CHANGER LE MONDE, IL Y A TELLEMENT DE PROBLÈMES»,

pointe Didier Dubasque à propos de la Journée mondiale du travail social, le 15 mars. Pour autant, bien que cette manifestation soit restée longtemps confidentielle en France, l'ancien président de l'Association nationale des assistants de service social (Anas), auteur du blog «Ecrire pour et sur le travail social», reconnaît que l'initiative lancée en 1983 par la Fédération internationale des travailleurs sociaux a eu du bon : «On était tellement peu visibles, cela a eu le mérite de nous forcer à nous mobiliser.»

Aujourd'hui, les professionnels sont dubitatifs. Porté, entre autres, par le Haut Conseil en travail social (HCTS), le mouvement s'est institutionnalisé et les

échanges de pratiques avec d'autres pays restent minoritaires. Surtout, le secteur social et médico-social souffre. Ancienne cadre dans un service de la protection de l'enfance, Isabelle Chaumard en sait quelque chose : «Cette journée me fait tristement sourire. Le sujet, c'est que l'Etat et les départements remplissent leur rôle.» Pour cette lanceuse d'alerte, qui a quitté ses fonctions pour se consacrer à l'écriture, pas question de revenir à son premier métier. «Les conditions de travail se dégradent, ça explose de partout dans les structures. Les professionnels n'ont plus les moyens d'exercer correctement. Quand j'étais en fonction, faute d'effectifs, des évaluations ne pouvaient être réalisées après le signalement d'une information préoccupante sur un enfant», se souvient-elle.

Dépités, épuisés, ignorés, les travailleurs sociaux ont battu le pavé ces derniers mois. Le 7 décembre dernier, ils étaient 55 000 à manifester à travers le pays. Oubliés du Ségur de la santé, le gouvernement a fini par les recevoir le 18 février, lors d'une conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social. Résultat : en juin, 170 000 professionnels du secteur privé non lucratif bénéficieront d'une augmentation de 183 € net par mois, rétroactive à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022. Un progrès, certes, eu égard à la faiblesse des salaires (voir encadré), mais l'annonce n'a pas calmé les esprits : indispensables, les surveillants de nuit, les agents d'accueil, d'entretien et de restauration, les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse, les assistants de service social à l'école, les mandataires judiciaires... se retrouvent, pour l'heure, exclus de cette revalorisation.

La vocation ne suffit pas. Pour preuve, l'hémorragie de compétences que subissent les établissements. Avec 15 % à 30 % de postes vacants, les professions du social et du médico-social n'attirent plus. Les employeurs ne cessent d'alerter depuis l'automne dernier sur le risque de fermeture de certains services, particulièrement en zone rurale. «Il y a une tension

## ➔ D'UN SALAIRE À L'AUTRE

En France, un travailleur social perçoit en moyenne à peine 1800 € net par mois. Autrement dit, pour un éducateur spécialisé ou une assistante de service social en début de carrière, environ 1300 € net mensuels. Bien loin des salaires octroyés dans d'autres pays. D'après le site Glassdoor, aux Etats-Unis, un professionnel touche entre 50000 et 60000 dollars par an, soit environ 3800 € par mois. Deux fois plus qu'en France, où le salaire moyen annuel avoisine les 25000 €, contre 24000 € en Belgique, 26000 € en Espagne, 38000 € au Royaume-Uni et 39000 € en Irlande. La palme revient à la Suisse, avec 74000 €.

A la différence de l'Hexagone, où le travail social dépend principalement de la puissance publique, dans les pays anglo-saxons, il repose davantage sur les financements privés. De même, des écoles et instituts dédiés dispensent le plus souvent la formation, alors qu'ailleurs (Allemagne, Suède, Finlande, Hongrie, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Portugal, Canada, etc.) elle relève principalement d'une discipline enseignée à l'université.





dont les travailleurs sociaux ne veulent plus. La crise sanitaire a accéléré le phénomène. A force de tirer sur la corde, elle casse », déplore Didier Dubasque. D'autant que les collectifs s'affaiblissent et que les métiers, déjà très différents les uns des autres, sont en pleine mutation. Pour de nombreux intervenants, le « New Management » et le discours sur l'efficacité s'avèrent incompatibles avec l'aide aux personnes vulnérables. « Les professionnels peuvent avoir le sentiment de ne pas pouvoir lutter contre ces réalités et fuir », estime l'ancien cadre de l'action sociale. Au Royaume-Uni, où le modèle est davantage libéral, un travailleur social reste en moyenne trois ans dans un dispositif puis change. Dans ces conditions, il est difficile de garantir un soutien de qualité au long cours, une relation de confiance entre le professionnel et la personne accompagnée.

Le projet de convention collective unique étendue (CCUE) dans la branche du secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif (Bass), depuis longtemps au programme et évoqué lors de la conférence des métiers, donne-t-il des raisons d'espérer ? Pas sûr. Si, pour les employeurs, la coexistence de plusieurs conventions collectives freine « la fluidité et le déploiement des parcours professionnels », pour les syndicats, la remise en question de la grille de classification et de rémunération, fixée notamment dans la convention 66 de 1996, pose question. « Nous ne voulons pas de l'instauration du salaire au mérite, de l'évaluation des compétences en lieu et place du respect des diplômes, des qualifications et de l'ancienneté, garants de l'égalité salariale », expliquait la Fédération

nationale de l'action sociale FO (totalement opposée à la CCUE) dans un communiqué du 18 février.

Afin de remédier à ce que les responsables du secteur considèrent comme une dispersion des métiers, le HCTS travaille à l'élaboration d'un nouveau référentiel de formation des professionnels. Dans un rapport (1) remis au Premier ministre le 17 février, le conseiller d'Etat Denis Piveteau affirme, pour sa part, que « choisir un métier du travail social, c'est se donner le pouvoir d'agir, avec les personnes que l'on accompagne, pour faire advenir une société inclusive ». Autrement dit, les formations devraient davantage correspondre aux attentes de terrain. Un argument qui laisse Didier Dubasque songeur : « Une réforme des études a lieu tous les trois ou quatre ans. Les travailleurs sociaux n'arrêtent pas de s'adapter. Les difficultés se situent ailleurs. »

BRIGITTE BÈGUE

(1) « Experts, acteurs, ensemble... pour une société qui change ».



## POUR ALLER PLUS LOIN :

Retrouvez notre podcast hebdomadaire sur le site des ASH. Avec, cette semaine, Raymond Taube, auteur de *Travailleurs sociaux. A quand une vraie reconnaissance ?*

<https://www.ash.tm.fr>



DR

YVAN GRIMALDI,  
ANCIEN ÉDUCATEUR  
DE RUE, DIRECTEUR  
DES PROGRAMMES  
« INCLUSION  
SOCIALE » DE LA FON-  
DATION DE L'ARMÉE  
DU SALUT.

## « La ringardisation vient d'abord de l'intérieur »

Fort d'une longue expérience de terrain et d'une connaissance de la gouvernance associative, Yvan Grimaldi, cadre de l'action sociale, livre un regard critique sur la place du travail social dans notre société.

Pourquoi existe-t-il aujourd'hui un tel manque de reconnaissance du travail social ? Il faut déjà définir ce qu'est la « reconnaissance ». Cela passe d'abord par l'aspect financier et le pouvoir d'achat, c'est indéniable. Qu'est-ce que je fais de ma vie privée, affective et culturelle, quand je rentre du travail après avoir accompagné des gamins victimes d'inceste ou des toxicomanes ? Qu'implique le fait de ne pas avoir l'argent pour partir en voyage, aller au cinéma, rejoindre sa famille ? Le manque de reconnaissance part de là. Ensuite, je ne crois pas que l'on s'intéresse encore aux travailleurs sociaux. Dans la définition inconsciente collective et sociétale des besoins fondamentaux, nous avons intégré que nourrir, soigner et héberger constituent des principes importants. A contrario, l'éducation, l'animation, le soutien ou l'accompagnement sont devenus des actions subsidiaires. La société se dirige de plus en plus vers le minimum vital. On nourrit l'autre, à la limite on lui donne un lit et on le soigne, mais le reste, c'est du luxe. A l'Armée du salut, lorsque nous répondons à des appels à projet pour sortir les gens de la rue, nous avons de plus en plus l'impression que, dans les budgets, les postes de travailleurs sociaux relèvent du confort. Il s'agit de postes comptables trop chers. La concurrence des opérateurs associatifs amène à choisir le moins-disant financier. Ce qui était « norme » il y a des années devient « déviance ». Comme si nous avions abdiqué.

Qu'est-ce qui explique cette évolution ? Il y a de plus en plus de besoins, et l'Etat ne parvient pas à y répondre. Le gouvernement affirme qu'il met davantage d'argent sur la table, mais comparativement aux manques des individus, il en met de moins en moins. Des actions sont mises en place pour sortir les sans-domicile fixe et les migrants de la rue car ils sont perçus comme dangereux, séditieux ou démobilisateurs, mais au prix d'une dégradation complète du salariat et des conditions de travail des professionnels. De ce point de vue, la société juge le travail social périphérique, car elle n'a pas été éduquée à le prendre en compte et à le comprendre. Qui, dans les écoles, connaît l'histoire de l'éducation populaire, de l'éducation spécialisée ou du service social ? Personne. Peut-être devrait-on s'interroger sur les généra-

tions entières de gamins qui entrent à HEC ou à Science Po, mais qui ne sont pas intéressées par les instituts régionaux de travail social, par les sciences de l'éducation... Or ces métiers font partie de ceux qui ne sont pas mortifères dans la société. Pourquoi les fonctions nobles, qui sont celles de l'éducation envers autrui, ne sont-elles pas des fonctions régaliennes ? Tant que l'on ne portera pas au pinacle ceux qui soignent, éduquent, cultivent et accompagnent les autres, nous avancerons sur une pente délétère. Le travail social n'en est qu'une expression parmi d'autres.

Pourquoi parlez-vous de « ringardisation » du travail social ?

La ringardisation vient d'abord de l'intérieur. Le nombre de travailleurs sociaux devenus dirigeants au sein des associations est très faible. Nous sommes dirigés par des gens qui nous ringardisent. Par des capitalistes qui ne connaissent pas l'associatif non lucratif et n'ont jamais vu un bénéficiaire de leur vie. Il faudrait que les moyens culturels pour parvenir aux objectifs fixés soient en cohérence avec ces finalités. Les méthodes de management des associations doivent être issues de l'histoire de nos mouvements, c'est-à-dire qu'elles doivent intégrer la bienveillance, la culture et le soin aux salariés. Les professionnels sont aussi dominés dans les conseils d'administration, dans les institutions, par des bénévoles dirigeants issus des Trente Glorieuses. Je ne leur jette pas la pierre, car que ferait-on sans eux ? Mais ces personnes ne comprennent pas vraiment le métier. Comme ils sont bénévoles – souvent pour des mobiles nobles –, cela induit une approche charitable du travail social. Finalement, comme si être éducateur relevait moins de la compétence que de la bonne volonté. Or il s'agit de métiers complexes, impliquant de la technicité, de la pensée, de la pratique.

Ces métiers sont-ils dévalorisés parce qu'essentiellement exercés par des femmes ? Oui, il y a très certainement dans l'inconscient collectif une espèce de misogynie – le terme est trop faible. S'occuper des autres reste quelque chose d'associé au féminin. Et si c'est féminin, alors nous n'avons pas besoin de le rémunérer. Nous sommes dans une vision naturalisante du métier, à savoir que les femmes

sont maternantes, bonnes pour le nursing et capables de réaliser plein de tâches à la fois. Le travail social ne serait ainsi que la reconstruction d'un foyer pour les autres.

Que faut-il mettre en œuvre pour aller vers une revalorisation des métiers ?

L'Etat français reste un Etat-providence, mais avec des trous dans la raquette de plus en plus grands. Les services publics ne suffisent pas à soutenir le travail social. Il faut rehausser les salaires et soutenir les centres de formation, qui sont exsangues. Les réformes successives de la formation professionnelle ont réduit à peau de chagrin la possibilité de se former en interne chez les employeurs. Aujourd'hui, les individus ne se forment plus une fois leur diplôme de base en poche. C'est un risque d'avoir de plus en plus de gens usés et donc potentiellement maltraitants car ils n'ont pas les moyens de partir. La formation, c'est aussi la possibilité de changer d'emploi. Cette mobilité au sein d'une carrière est salutaire pour le travail social. Ensuite, il faut que le politique retrouve un projet de cohésion nationale. L'exemple de la campagne électorale est parlant : les candidats ayant un discours fondé sur la solidarité gravitent autour de 3 % d'intentions de vote, alors que ceux qui portent un discours de haine

atteignent 16 % ou 20 %. C'est l'indication que le travail social fait face à une adversité. Nos métiers doivent accepter d'entrer dans une logique de résistance. Les travailleurs sociaux doivent apprendre à ne plus distinguer professionnalisme et militantisme. Il s'agit d'une opposition artificielle. Nous pouvons être un professionnel et un militant, il n'y a pas d'incompatibilité. Mais cette idée n'est pas simple pour nous. C'est compliqué d'apprendre à dire non, d'induire un rapport de force, de prendre le pouvoir. Nous ne sommes pas forcément éduqués à cela. Je pense qu'on est « fleur bleue », qu'on ne se rend pas vraiment compte. Comme le dit le sociologue François Dubet, les travailleurs sociaux sont des « losers romantiques ».

Il y a tout de même depuis de nombreux mois une forte mobilisation du secteur...

Je ne trouve pas cette mobilisation si forte.

Les métiers sont aux mains des fédérations, des unions et des syndicats employeurs.

Et même dans les grandes fédérations associatives, je trouve qu'il existe une forme de méconnaissance des métiers du social car elles sont gérées par des administrateurs qui viennent d'ailleurs. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE NAHMIA



# « A quoi bon défendre encore le métier d'éduc spé ? »

Sans lien avec une quelconque Journée mondiale du travail social, dont les ASH se saisissent dans cette édition, Philippe Gaberan, auteur et formateur bien connu des travailleurs sociaux, a laissé courir sa pensée avant de s'adresser, le 12 janvier, à des étudiants éducateurs spécialisés de première année à l'IRTS Paca-Corse de Marseille. « A quoi bon défendre encore le métier d'éduc spé ? », se demandait-il sur son blog. Evidemment, la question de la quête de sens se pose dès lors qu'il s'adresse à des jeunes qui s'apprentent à épouser le métier. ASH a choisi de publier sa réflexion et son échange épistolaire avec David Guergo, chargé de mission santé handicap à l'ARS de Nouvelle Aquitaine. Plutôt partisan d'une vision optimiste, innovante et inclusive des métiers du lien, celui-ci tenait à défendre sa position. Ce premier échange est l'occasion pour les ASH de lancer le débat qui anime l'ensemble de la profession.

**PHILIPPE GABERAN, ÉDUCATEUR, DOCTEUR EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION, ÉCRIVAIN ET FORMATEUR.**

« **QUE TRANSMETTRE D'UN MÉTIER**, alors que toute une profession a entériné sans sourciller le fait que, depuis la réforme de 2017, il existe désormais un seul titre d'éduc spé pour deux fonctions : celle d'avant 2017, validant les compétences d'un acteur de proximité dans l'accompagnement des personnes, et celle d'après 2017, actant les compétences d'un gestionnaire de parcours des personnes en situation de vulnérabilité ? Qu'ai-je encore à dire à ces étudiants et futurs professionnels dotés d'un diplôme désormais reconnu à un grade de licence, alors que toute une profession accepte, sans trop se poser de questions, que l'accompa-

gnement au quotidien de personnes en situation de handicap, quelle que soit la nature de celui-ci, doit être désormais assuré par des professions de moindre qualification ? Il ne s'agit pas d'un mépris de ma part à l'égard de la qualité de ces professionnels (mes écrits témoignent pour moi) mais de l'expression d'un désarroi à constater combien est désormais acquise l'idée selon laquelle il n'y a pas besoin d'être diplômé à bac +3 pour accompagner les personnes les plus fragiles vers le "grandir" ou le "se grandir". Alors que ce sont celles-ci qui ont le plus besoin d'un tel soutien, et que cet accompagnement relève d'un des métiers les plus compliqués qui soient ! Comment, à l'heure où tout un secteur a été poussé à l'abandon de ses valeurs,

↓  
« Accéder à la qualité de présence »

argumenter encore auprès de ces étudiants et futurs professionnels qu'il ne peut y avoir une relation d'aide éducative et de soin s'il n'y a pas une rencontre avec un autre que soi reconnu dans ce qui fait à la fois sa ressemblance et sa différence ? Comment soutenir un métier dans ce qui fait sa complexité, alors que toute une profession a admis sans sourciller que les "savoir être" n'avaient plus leur place dans les référentiels métiers et de formation ?

Bien sûr que j'irai leur dire, à ces étudiants et à d'autres aussi, que si, comme le prétendent maints politiques, n'importe qui peut "faire éducateur", en revanche, tout le monde ne peut pas "être éducateur". Je démontrerai, une fois encore, qu'"est éducateur" toute personne qui, indépendamment de son titre ou de sa fonction, accède à cette qualité de présence auprès de la personne accompagnée, lui permettant de prendre le risque de se déplacer dans son rapport à elle-même et aux autres sans avoir pour autant le sentiment de se mettre en danger. Que seule cette qualité de présence permet à la personne accompagnée de renouer avec une tra-



GREGORY BERGER / HANS LUCAS

jectoire de vie qui ne soit pas subie, parce qu'im-pactée par des événements de nature traumatique, mais choisie, parce qu'étayée par un reste de désir à vivre. J'explicitai l'hypothèse selon laquelle la relation d'aide éducative et de soin est une relation d'amour dès lors qu'elle est un dialogue entre le disponible de l'adulte éducateur et le possible de la personne accompagnée. Que ce disponible de l'adulte éducateur tient à sa capacité à voir et à entendre au-delà de ce que la personne accom-pagnée donne à voir et à entendre par la mise en scène de ses symptômes. Que le possible, une fois confié, doit être tenu par l'adulte éducateur aussi longtemps que la personne accompagnée n'est pas en capacité de le porter seule.

Bien sûr que je leur dirai tout cela, et tant d'autres aspects de ce qui fait l'humain de l'homme appris tout au long d'une trajectoire de vie personnelle et professionnelle. Mais pourquoi faire ? Une majorité d'entre eux sera sans doute allée manifester, à juste raison, en faveur d'une reconnaissance statutaire et salariale des métiers du médico-social.

Mais je doute qu'un tel exercice, légitime en soi, soit suffisant pour capter la considération sans cesse réclamée et toujours refusée, si les acteurs de cette profession ne renoncent pas d'eux-mêmes à une culture de l'autodérision vers laquelle les pousse une certaine représentation d'eux-mêmes.

Les éducateurs ne pourraient sortir de l'infantile dans lequel ils sont maintenus par le politique, et ne pourront s'extraire d'un état où leur parole ne peut pas faire autorité parce que frappée d'une supposée incapacité s'ils ne reprennent pas d'eux-mêmes la main sur leur métier. Pour ce faire, ils cessent d'aliéner leur légitimité à un "devoir rendre des comptes" et acceptent d'investir pleinement un "savoir rendre compte". Pour ce faire, donc, ils s'attellent à ce difficile exercice qui consiste à faire jaillir la complexité d'un "agir au quotidien" de dessous l'apparente banalité des actes posés ! Pour ce faire, enfin, acceptant de laisser de côté une image de "mauvais élèves" à laquelle ils ont fini par s'identifier, ils se dotent des moyens de passer de l'intuition d'une pratique à sa conceptualisation !

C'est sans doute un peu tout cela que j'irai argumenter auprès des étudiants que je rencontrerai... Parce que, bien que souvent traité, au pire, de dinosaure et, au mieux, de Don Quichotte, et, par-delà le souci de la survie d'un métier, je défends bel et bien l'avenir de l'humanité, celle qui me fait arpenter encore et encore les chemins de l'éducation spécialisée. »

**DAVID GUERGO, CHARGÉ DE MISSION « SANTÉ HANDICAP » À L'ARS DE NOUVELLE AQUITAINE.**

**« MONSIEUR GABERAN, POUR MA PART, UN PETIT DÉBAT RASSEMBLEUR.**

Je trouve que, dans cet article, vous opposez et caricaturez les "éducateurs d'avant" et les "éducateurs gestionnaires".

Avec les mots d'aujourd'hui, les derniers référentiels mettent en avant ce qui a toujours été attendu de cette profession. La "proximité éducative" ne disparaît pas dans la coordination des accompagnements et des prestations. Au contraire, elle se rapproche même de ce que

souhaitent et rêvent les personnes accompagnées ; ce sont elles les gestionnaires de leurs projets de vie. Depuis le siècle dernier, il est attendu que les éducateurs considèrent le monde "extérieur" non pas de manière hostile mais fertile, et coordonnent des actions comme cela se fait depuis des décennies en "milieu ouvert", en prévention spécialisée, en Sessad (services d'éducation spéciale et de soins à

domicile), en équipes mobiles, etc., en mobilisant tous les citoyens des territoires, associations, écoles, élus, patrons et entreprises de proximité, justement. Profitons que nos moyens soient évalués pour argumenter les besoins et innovations. Réjouissons-nous ! Non ? »

**RÉPONSE DE PHILIPPE GABERAN**

**« OUI, DAVID GUERGO, VOUS AVEZ RAISON...**

Réjouissons-nous ! Réjouissons nous avec les milliers de collègues qui, depuis des semaines, manifestent dans les rues. Réjouissons-nous avec ceux qui, de plus en plus nombreux, publient des analyses critiques sur la perte de sens, et pas seulement la perte de moyens qui frappe durement notre secteur. Mais vous avez raison, réjouissons-nous ! Réjouissons-nous avec tous ces étudiants et futurs professionnels qui témoignent d'une furieuse envie de s'engager dans les métiers de l'humain et qui questionnent avec beaucoup de bon sens ce qui reste d'humain dans le fonctionnement de nombreux établissements et services. Réjouissons-nous ! »

Pour poursuivre le dialogue envoyez-nous vos contributions, avec pour objet « pages débat » : [www.ash.tm.fr](http://www.ash.tm.fr)





# « On n'associe pas forcément l'écologie au travail social »

Cette année, la Journée mondiale du travail social s'intéresse aux problématiques écologiques et environnementales. Une thématique encore peu débattue dans le secteur mais qui n'en constitue pas moins un enjeu colossal pour les années à venir.

« **C**O-CONSTRUIRE UN NOUVEAU MONDE ÉCO-SOCIAL : NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ. » Ainsi s'intitule la 15<sup>e</sup> édition de

la Journée mondiale du travail social qui aura lieu le 15 mars. L'idée : valoriser les initiatives, les approches innovantes et les personnes accompagnées tout en développant les coopérations internationales. « Nous pouvons comparer les pratiques et éventuellement nous inspirer de l'étranger, se réjouit Céline Lambert, membre du conseil d'administration de l'Association nationale des assistants de service social (Anas), chargée des relations avec l'international. L'an dernier, par exemple, j'ai discuté avec des professionnels suédois de la protection de l'enfance sur la manière dont ils appréhendent l'arrivée des enfants en famille d'accueil. C'était très inspirant. Nous avons aussi organisé une soirée d'échanges avec des assistantes sociales venues de Roumanie, du Chili et du Danemark. Ce partage de bonnes pratiques enrichit notre accompagnement. » Réchauffement climatique, hausse des inégalités, développement durable... L'accent est mis sur des problématiques actuelles. « Le thème de cette édition doit nous pousser à enfin considérer les dimensions économique, écologique, environnementale comme de nouveaux enjeux pour les travailleurs sociaux », estime Chloé Altwegg-Boussac, adjointe à la déléguée générale de l'Unaforis (Union nationale des acteurs de formation et de recherche en intervention sociale).

## PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

« On n'associe pas forcément l'écologie au travail social. Pourtant, beaucoup de personnes accompagnées vivent dans des passoires énergétiques. Les travailleurs sociaux doivent en être conscients pour leur proposer les meilleures solutions possibles », détaille Céline Lambert. Si les intentions sont bonnes, force est de constater que, sur le terrain, l'engouement est faible. Ce qui est caractéristique de la perception du travail social en France, déplore la responsable de l'Anas : « Si cette journée s'inscrivait dans un calendrier politique avec des actions, des manifestations, des débats, cela permettrait de faire avancer les choses. Mais ce n'est pas le cas. A aucun

moment, l'Etat ne s'en est saisi. Il n'y a eu aucune communication alors même que la campagne présidentielle bat son plein. Mais les politiques ne s'intéressent pas au sens du travail social. Nous sommes aussi peu visibles que les personnes que nous accompagnons. »

Sur le terrain, certains acteurs profitent toutefois de ce rendez-vous pour mener des actions. C'est le cas de l'Unaforis qui organise pour la première fois un concours destiné aux étudiants et aux usagers des structures. Les règles sont simples : présenter un projet à l'échelle internationale sur le thème retenu. Parmi les participants, l'École des métiers et de l'accompagnement à la personne (Emap) de l'île de La Réunion. Huit stagiaires, déficients intellectuels, ont réalisé une vidéo de sensibilisation aux troubles du spectre autistique. « L'intérêt pédagogique est très important et la symbolique extrêmement forte. Cela montre que ces stagiaires sont comme les autres et non plus des personnes en situation de handicap, stipule Kévin Behar, responsable de formation. Cette participation au concours crée un précédent. A nous de faire en sorte que cela lance une dynamique. Cette journée ne doit pas rester une coquille vide, c'est malheureusement le risque ! » ●

MAXIME RICARD

